



Rapport d'engagement avec les sociétés sur l'exercice 2021.

Le présent rapport expose les principaux engagements effectués avec les entreprises au cours de l'exercice 2021 ainsi que les thématiques abordées avec celles-ci.

En tant qu'investisseur responsable et de long terme, Palatine Asset Management (« PAM ») est engagé dans une démarche constructive d'engagement avec les entreprises afin d'améliorer leurs pratiques en matière de développement durable, de responsabilités sociétales et de transparence.

PAM est convaincu que l'intégration des critères ESG et la politique d'engagement permettent :

- Un suivi méticuleux des entreprises ;
- De déceler des risques et des opportunités à moyen et long terme ;
- De bénéficier d'une compréhension sectorielle et réglementaire fine ;
- De mieux appréhender la vision de la qualité du management de l'entreprise ; et
- De donner du sens et de la valeur pour ses clients sur le long terme.

La politique d'engagement de PAM se fait à travers :

- Le dialogue avec les émetteurs :
 - Sur leurs politiques ESG (Environnement, Social et Gouvernance), de responsabilité sociétale et de développement durable ainsi que l'évolution des indicateurs associés
 - Les différents engagements et dispositifs mis en place par les entreprises (cyber sécurité, les mesures anti-corruption, les consommations d'énergie, les risques liés à l'eau, les droits humains, ...)
 - La gestion des controverses quand il y en a.

Disponible sur : [Politique d'engagement ISR - Palatine Asset Management \(palatine-am.com\)](https://www.palatine-am.com/politique-d-engagement-isr)

Table des matières

Tableau synthétique des entreprises engagées au cours de l'année 2021 par principales thématiques d'engagements ESG :	3
I. Environnement.....	4
a) Soitec – Empreinte Carbone.....	4
b) Solvay – Biodiversité.....	5
II. Social.....	6
a) Mersen – Diversité	6
b) BMW social – Approvisionnement.....	7
III. Gouvernance : Chargeurs - Séparation des pouvoirs.....	9

Tableau synthétique des entreprises engagées au cours de l'année 2021 par principales thématiques d'engagements ESG :

		Téléperformance	Faurcia	Eiffage	Saint-Gobain	Volkswagen	Stellantis	Bureau Veritas	Suez	Daimler	Vinci	Philips	Seché Environnement	Carbios	EDP	Smurfit Kappa	Crédit Agricole	Dassault Systèmes	Thales	Hellman Green CT	Renewcell	Arcelemittal	Vokalia	Schaeffler	Capgemini	Energed	Iberdrola	BNP	Solvay	Heidelbergcement	Linde	Atom	Sanofi	Chargeurs	Mersen	Interparfums		
Environnement	Bilan carbone	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
	Engagement scope 3	X	X	X	X			X	X							X	X	X				X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
	Déchet		X		X			X	X	X	X	X				X							X	X														
	Biodiversité		X				X	X	X	X	X	X	X						X				X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Protection de l'eau						X	X											X				X					X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Taxonomie		X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X					X	X				X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Social	Conditions de travail	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X				X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Diversité	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Raison d'être			X			X		X							X	X	X					X					X										
	Approvisionnement	X	X			X	X	X	X	X	X		X			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Communautés locales	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Produit d'impact positif		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Fiscalité				X								X																									
	Formation			X	X	X	X	X	X	X	X	X											X	X					X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Sécurité & santé			X	X		X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Gouvernance	Croissance externe			X	X	X	X	X	X	X	X				X	X					X	X	X	X						X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Séparation des pouvoirs	X								X																											X	
	Rémunération	X		X		X		X	X	X	X						X		X	X	X	X	X	X			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Indépendance							X	X								X												X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Egalité des genres	X		X				X	X														X	X						X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Controverses	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

PAM a donc engagé les sociétés qu'elle détenait dans ses portefeuilles ISR :

- Palatine France Emploi Durable : 25% des sociétés détenues au 31/12/2021 ont été engagées
- Palatine Planète : 16,67% des sociétés détenues au 31/12/2021 ont été engagées
- Palatine Entreprises Familiales : 32,5% des sociétés détenues au 31/12/2021 ont été engagées
- Export Europe : 22,52% des sociétés détenues au 31/12/2021 ont été engagées
- Conservateur Action Solidaire : 25% des sociétés détenues au 31/12/2021 ont été engagées

I. Environnement

a) Soitec – Empreinte Carbone

Soitec conçoit et produit des matériaux semi-conducteurs innovants : des substrats sur lesquels sont gravés puis découpés les circuits de composants électroniques. Elle offre des solutions inédites et compétitives dans le but de poursuivre la miniaturisation des puces, augmenter leurs performances et réduire leurs consommations d'énergies. Les technologies, les produits et la capacité industrielle de Soitec en font un fleuron de l'industrie française. L'entreprise est née il y a 25 ans au cœur de l'écosystème grenoblois. Elle est aujourd'hui présente dans le monde entier.

Le secteur sur lequel se positionne Soitec est celui des matériaux technologiques, c'est un secteur où la majorité des acteurs ont une empreinte carbone significative du fait de l'important besoin énergétique de l'activité.

Palatine AM a donc dialogué avec l'entreprise lors de son premier « Roadshow ESG » sur ses émissions de gaz à effet de serre (« GES ») dans le cadre de sa démarche d'engagement actionnarial.

Les pratiques de Soitec ne font pas partie des meilleures du secteur, mais l'entreprise a pris des engagements ambitieux dans sa stratégie RSE et développement durable.

Pour cela, Soitec a réalisé une cartographie des risques et une matrice de matérialité avec l'aide d'un cabinet extérieur, déclinée autour de trois piliers dont un sur l'innovation responsable, et ses émissions de GES :

- Soitec a fait valider ses objectifs climatiques par la Science Based Target Initiative – la « SBTi », collaboration entre le Carbone Disclosure Project, le Pacte mondial des Nations Unies, l'Institut des ressources mondiales (WRI) et le Fonds mondial pour la nature (WWF) qui a pour but de piloter une « action climatique ambitieuse » dans le monde de l'entreprise, et permet de valider la cohérence des objectifs climatiques avec une trajectoire scientifique de 1.5°C fixée par l'Accord de Paris. – avec le dépôt des objectifs sur la plateforme pour un alignement compatible avec l'Accord de Paris et une trajectoire 1.5°C approuvés en octobre 2021.
- Cette démarche, qualifiée par Soitec de qualifiée de « bottom-up » du fait de l'implication et du travail fournis par tous ses départements a été validée et jugée comme « particulièrement ambitieuse » par la SBTi, serait même en deçà de la trajectoire de 1,5 °C.
- **Scope 1 & 2 (émissions directes et indirectes)** : engagement de - 25% d'émissions en valeur absolue à l'horizon 2026 par rapport à 2020.
 - Plan de développement des énergies renouvelables à Singapour notamment par des investissements dans le solaire. Il ne permettra pas de couvrir la consommation totale du site mais permettra de réduire son retard. Recherche de fournisseurs d'énergies durables sur place en cours.
- **Scope 3 par unité produite** : Objectif de - 35% à horizon 2026 par rapport à 2020 par optimisation du taux de « refresh » des substrats et en encourageant la mobilité bas carbone de ses salariés.
 - Engagement de l'entreprise dans l'innovation produit, fondamental pour améliorer l'efficacité énergétique des produits. L'exemple de la technologie "Smart Cut" permettant la réutilisation du substrat et donc des économies en termes de consommation de matières premières et d'énergie montre l'efficacité potentielle de certains produits. L'entreprise en est consciente et a la volonté de développer des produits de plus en plus performants.
 - Par ailleurs, Soitec a réalisées en.

- Grâce à « l'éco-design » et l'innovation utilisée pour améliorer l'efficacité énergétique de ses nouveaux produits, Soitec a calculé pour la première fois les émissions de GES évitées en comparant les volumes de ventes de ses nouveaux produits sur l'année 2020 par rapport aux produits vendus de l'ancienne génération. Soitec estime que ces émissions représenteraient la consommation énergétique d'une ville d'un million d'habitants.

De plus, l'entreprise Soitec a accepté de se soumettre au questionnaire Carbon Disclosure Project (CDP) qui sert d'outil aux investisseurs pour mieux évaluer la politique environnementale des sociétés et a établi une matrice selon les standards du Global Reporting Initiative (GRI) pour suivre son avancement en matière de développement durable.

Enfin, Soitec s'est engagée à respecter le cadre défini par la Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD) et à être transparente sur ses pratiques.

b) Solvay – Biodiversité

Solvay est un groupe belge acteur majeur de la chimie, présent dans près de 65 pays, qui produit des produits chimiques (carbonate de soude, peroxyde d'hydrogène...), des plastiques avancés, d'autres polymères et des matériaux légers à destination de secteurs comme l'automobile, l'aérospatiale, l'électronique, l'énergie ou encore l'environnement.

Les solutions de Solvay, notamment du segment « matériaux avancés » (70% des ventes) comme les polymères de haute performance sont utilisés dans les applications de mobilité durable, permettent de réduire le poids, d'accroître les performances en améliorant l'efficacité énergétique.

La France constitue pour lui une importante source d'innovation du fait de l'implantation de nombreux centres de R&D. L'objectif du groupe est de proposer des solutions durables et sur-mesure à ses clients grâce à la dynamique de l'écosystème territorial et l'engagement de ses collaborateurs. L'entreprise veut, par son programme « *Solvay One Planet* », s'engager sur la transition énergétique de ses sites de production afin de promouvoir une meilleure qualité de vie pour tous.

Le secteur de la chimie a une empreinte carbone et un impact significatif sur la biodiversité. Pour ce qui est de la biodiversité, le secteur prend de nombreuses précautions pour éviter les accidents chimiques. Mais plus que l'absence d'externalités négatives, Palatine AM veut identifier des entreprises porteuses de solutions en faveur de la biodiversité et a donc engagé Solvay sur ces questions.

- Solvay a fait l'objet d'une controverse dont le fonds d'investissement, Bluebell Capital, est à l'origine.
 - Bluebell ne tient pas comptes des réponses qui lui ont été adressées et a exigé le départ de la Directrice Générale de Solvay.
 - Celle-ci concerne l'évacuation de ses eaux usées sur un site industriel en Italie, prétendument trop chargées en résidu de calcaire et de sel.
 - Solvay a vigoureusement réfuté les accusations et a mentionné que toutes les informations concernant le site sont publiques, disponibles en ligne et que le site et ses rejets font l'objet de contrôles renforcés
 - Solvay a également mentionné la Commission Européenne qui fait état de réponses satisfaisantes.

Palatine AM considère le positionnement de l'entreprise comme robuste et son engagement fort pour la protection de la biodiversité.

Depuis un an, Solvay a lancé une approche biodiversité fondée sur deux dimensions :

- **Globale :**
 - Réduction de la pression globale sur la biodiversité avec le lancement du « *sustainable portfolio management* » et des analyses du cycle de vie (ACV) sur ses portefeuilles produits (près de 90% du catalogue Solvay sont passés en ACV). L'indicateur de pression globale été développé avec le cabinet de conseil EY pour permettre une objectivité totale.
 - A noter que le concept d'ACV (« *From Cradle To Grave* ») de la naissance, jusqu'à la fin de vie du produit a été adapté en « *from cradle to gate* », avec les calculs d'impacts qui s'arrêtent à la sortie des usines avec l'identification des émissions, des déchets, et des rejets dans les effluents qui ont un impact sur la biodiversité.
 - Solvay le fait selon sa méthodologie « *RECIPE* », qui à chaque pollution associe un nombre d'espèces animales ou végétales impliquées : pression à l'échelle du groupe, avec la prise en compte de l'écotoxicité marine, utilisation des terres, etc...
- **Complétée par une dimension locale :**
 - Solvay a identifié les sites localisés à proximité des zones protégées selon la classification IUCN, avec 4 sites identifiés comme zones prioritaires.

Solvay a par ailleurs travaillé avec Deloitte sur le *global biodiversity score* développé par le CDC et est membre du Global Reporting Initiative qui travaille en parallèle sur un standard biodiversité. Enfin, Solvay reste attentif à l'avancement de la Taskforce on Nature-related Financial Disclosures (TNFD) mais qui reste un point d'interrogation avec potentiellement moins de légitimité, elle est consciente de l'importance de la protection de la nature pour son activité.

II. Social

a) Mersen – Diversité

Mersen est expert mondial des spécialités électriques et des matériaux avancés pour les industries High-Tech (énergie, électronique, transport) avec **deux grands métiers** :

- **Matériaux avancés** : Equipement anti-corrosion, spécialité graphite et technologie pour la transmission de courant.
- **Spécialités électriques** : Protections & contrôles électriques et solutions pour la gestion de l'énergie.

Le groupe a une présence mondiale répartie en 3 grandes géographies avec service sur marché local, Europe, Asie-Pacifique, et Amérique du Sud et Afrique, regroupant 6 434 collaborateurs dans le monde sur 50 sites industriels et 16 centres de R&D. La mission de l'entreprise est en cohérence avec ce positionnement puisque qu'elle consiste à « Apporter *aux industriels partout dans le monde les solutions innovantes qui renforcent la performance de leurs offres.* ». Mersen est en train de finaliser et d'actualiser sa matrice de matérialité (cartographie et hiérarchisation des risque extra-financiers), ainsi que la finalisation de la feuille de route et des objectifs RSE stratégiques 2022-2025.

Le secteur industriel auquel appartient l'entreprise est particulièrement exposé aux problématiques de diversité. Le secteur compte seulement 17,5% de femmes alors qu'elles représentent 20,4% au sein de l'univers. Palatine AM a vu en ce point un sujet d'engagement pertinent concernant l'entreprise.

Mersen avance un chiffre de féminisation de l'effectif de 31%, ce qui démontre des bonnes performances comparativement au secteur et souligne les bonnes pratiques du groupe sur la question. Cependant, la part des femmes cadre dans l'entreprise reste faible, il est de 24,2%, ce qui est inférieur à la part de femmes au sein de l'entreprise. De même, le taux de femmes dans les instances dirigeantes diminue et atteint seulement 19,7%, l'objectif fixé par le Groupe est de passer à 25% d'ici 2025.

Pour promouvoir plus de parité, le groupe a mis en place un processus de recrutement dit « *paritaire* » afin de réduire les biais liés au recrutement. Il consiste à faire une sélection à 50% de candidats hommes et femmes parmi les candidats dont les profils vont être soumis aux managers. De plus, pour permettre la montée en compétences des femmes déjà présentes au sein de l'entreprise, Mersen a mis en place un programme de formations internes dédiées, son objectif est d'encourager la prise de parole des femmes et leurs promotions internes.

Enfin, Mersen s'engage au niveau mondial à recruter du personnel local pour permettre l'intégration et le développement socio-économique dans les zones où l'entreprise s'implante. Ces intégrations se font à tous les niveaux puisque 92% des directeurs de site ont été recrutés localement. La volonté de diversité fait partie intégrante de la marque employeur Mersen qui veut prôner la réussite de tous.

b) BMW social – Approvisionnement

Le groupe BMW, avec ses 31 sites de production et d'assemblage dans 15 pays ainsi qu'un réseau de vente mondial, est l'un des premiers constructeurs d'automobiles et de motos haut de gamme au monde. Il a aussi un rôle important en tant que fournisseur de services financiers et de mobilité haut de gamme.

Parmi les enjeux principaux du secteur de l'automobile on trouve les relations avec les fournisseurs mais aussi le respect des normes sociales et environnementales au sein de la chaîne d'approvisionnement.

Les constructeurs automobiles sont confrontés à l'électrification et la nécessaire transition des véhicules thermiques vers des véhicules électriques dont les batteries nécessitent un approvisionnement en minerais (cobalt, lithium...) situés parfois dans des zones de conflits (République Démocratique du Congo...), et où les Droits Humains (travail forcé, travail d'enfant) et les droits du travail sont peu respectés.

C'est pourquoi, en cette période de tension sur les approvisionnements Palatine AM s'est intéressée aux processus de diligence et de contrôle de la chaîne d'approvisionnement de BMW.

D'après les relations investisseurs, la mise en place des due diligences au sein du groupe s'appuie sur les lignes directrices de l'OCDE. Depuis 2010 pour les véhicules des gammes i et depuis 2014 pour tous ses modèles, BMW adresse à ses fournisseurs des questions précises sur les aspects ESG/RSE. Ces derniers doivent respecter le code de conduite de l'entreprise qui mentionne les pratiques et le respect des Droits Humains, les standards sociaux et l'environnement. Avant tout achat, BMW s'assure que les processus sont bien respectés.

Pour s'en assurer le groupe a déployé les processus suivants :

- Des questionnaires sont adressés aux fournisseurs sur les sujets ESG calqués sur ceux du secteur de l'industrie manufacturière ;

- Publication de son code de conduite sur la page d'accueil de son site web qui traite plusieurs thématiques :
 - Environnement (avec un objectif de réduction de CO2 émis par véhicule de - 20% sur la chaîne d'approvisionnement d'ici 2030)
 - Travail des enfants,
 - Conditions de travail, et
 - Plus récemment la déforestation et la biodiversité qui ont été incluses dans leur outil.
- Visites occasionnelles des sites de ses fournisseurs, et
- Mise en place de plans d'actions avec des mesures correctives lorsqu'elles sont nécessaires et de dispositif d'accompagnement des fournisseurs.

En 2020, 98% des fournisseurs de matériaux nécessaires à la production de BMW dont les volumes de commande sont supérieurs à 2M€ ont été audités soit plus qu'en 2019 où le taux atteignait 95%.

BMW avance le nombre de 10 000 fournisseurs directs estimés, qui implique un nombre encore plus important de fournisseurs indirects. Par ailleurs, l'entreprise dispose de fournisseurs directs qui pratiquent des audits sur leurs fournisseurs mais ne peut avancer de données chiffrées.

L'entreprise n'a pas constaté d'infractions sur ses fournisseurs directs et estime disposer d'un système de surveillance conforme. En revanche, pour ses fournisseurs indirects l'entreprise reconnaît que le suivi est plus complexe et laisse donc apparaître un risque malgré les mesures prises par BMW.

Dans le cadre de sa démarche de progrès, BMW considère qu'il est important de laisser de la place pour l'amélioration et dispose de mesure d'accompagnement sur le long terme (6 à 7 ans) qui peuvent être proposés à ses fournisseurs.

Ainsi, avec le respect de ces procédés, BMW estime être en mesure de proposer des produits dont les origines sont contrôlées et sans risques majeurs de violation des Droits Humains.

Pour certains produits, comme les batteries à haute tension, l'entreprise va encore plus loin avec un axe important sur la durabilité. BMW veille à avoir un approvisionnement pérenne en matières premières et a identifié le cobalt comme étant la ressource présentant le risque le plus important. De nombreuses infractions à la loi américaine du « Dodd Frank Act » sont encore constatées dans le monde, et c'est pourquoi BMW s'engage depuis 2018 dans l'initiative appelée « *Cobalt for Development* » qui a pour but l'amélioration des conditions de travail et de vie des employés dans les mines de Cobalt au Congo. Cette association a participé à la formation de 40 représentants de 12 compagnies minières pour l'amélioration des conditions de travail des 1 500 employés travaillant sous leurs directives.

Enfin, Palatine AM note la conclusion d'un accord pionnier avec « *INOVA Semiconductors* » et « *Global foundries* » pour sécuriser l'approvisionnement de millions de semi-conducteurs par an. Cette démarche sur les ressources stratégiques démontre la gestion durable sur le long terme de la chaîne d'approvisionnement au sein de BMW.

III. Gouvernance : Chargeurs - Séparation des pouvoirs

Chargeurs est groupe industriel détenu par la famille Fribourg, qui s'est développé par croissance externe.

Il regroupe aujourd'hui 5 métiers principaux :

- Les films et rubans de surface pour la protection de fibres,
- Entoilage de vêtements (veste, chemise),
- Trading de laine mérinos,
- Scénographie pour les musées, et
- Le matériel médical.

Ces récents développements de sociétés ont permis l'élargissement des activités de l'entreprise. Ils ont conduit au reclassement du groupe un « conglomérat industriel » et non plus seulement en groupe de type « textiles et accessoires ».

Le secteur des conglomérats industriels est très vaste pour autant certaines tendances se détachent dans les pratiques des industriels. Les deux thématiques qui sont sujettes à controverses dans ce domaine sont les pratiques socio-économiques et l'éthique des affaires (les pratiques anti-concurrentielles).

Etant attaché aux bonnes pratiques de gouvernance (respect des actionnaires minoritaires, contrepouvoirs, diversité, éthique des affaires...), Palatine AM a engagé Chargeurs sur la gouvernance, plus précisément sur la potentielle séparation des fonctions de Président et de Directeur Général.

Deux mouvements principaux ont été effectués fin 2020 et début 2021 du fait de la fusion complétée de Chargeurs Fashion Technologie (CFT) et de PCC dirigée par Angela Chan. Michaël Fribourg a été nommé PDG en 2021.

Chargeurs est conscient de l'enjeu et répond avoir entendu les différentes doléances de ses actionnaires. Cependant, du fait du caractère familial du groupe, la séparation des fonctions de Directeur Général et Président n'est pas envisagée dans les prochaines années.

Le groupe estime néanmoins avoir mis en place un certain nombre de mesure corrective telle que la nomination d'un administrateur référent en plus du censeur (Georges Ralli) déjà présent.

Cet administrateur aura un rôle plus important que le censeur en place, et devrait permettre de limiter les pouvoirs du PDG. C'est une prise en compte partielle de la demande des actionnaires qui semble couvrir le risque lié à la gouvernance.